

VIGOD, Bernard L., *Quebec Before Duplessis: The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*. Kingston, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986. xi-312 p. 35,00 \$.

Richard Jones

Volume 40, numéro 3, hiver 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304475ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304475ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jones, R. (1987). Compte rendu de [VIGOD, Bernard L., *Quebec Before Duplessis: The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*. Kingston, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986. xi-312 p. 35,00 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(3), 441–443. <https://doi.org/10.7202/304475ar>

VIGOD, Bernard L., *Quebec Before Duplessis: The Political Career of Louis-Alexandre Taschereau*. Kingston, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1986. xi-312 p. 35,00\$

Jusqu'à présent, nous avons encore l'habitude de situer un événement historique en se référant à l'ère chrétienne, avant et pendant. Maintenant, comme le suggère le titre de cet ouvrage, les lettres «A. D.» vont peut-être acquérir une nouvelle signification: «Anno Duplessis». Cela permettrait de consacrer (sans trop exagérer, bien sûr, car l'homme était réputé grand pratiquant) la sécularisation de notre société. En outre, pour situer un personnage aujourd'hui à peu près inconnu comme le pas-très-regretté Taschereau, il est utile de pouvoir recourir à une balise chronologique comme celle fournie par son ennemi juré, le célèbre Maurice Duplessis. Est-ce suffisant? Hélas! Tout porte à croire que non. Les enquêtes sur les connaissances historiques des Québécois laissent entendre que même Duplessis risque de disparaître assez rapidement dans la brume de l'oubli. Dernièrement, j'ai interrogé un finissant de CEGEP sur John A. Macdonald; le nom ne lui disait rien. George Washington? Un autre illustre inconnu! Maurice Duplessis? Moins illustre peut-être mais tout aussi inconnu.

En fait, le titre indique bien la mission que s'attribue Vigod. Cet historien estime que l'historiographie a généralement ignoré Taschereau; lorsqu'elle

aurait daigné jeter son regard sur lui, elle l'aurait mal ou injustement perçu. Taschereau mérite donc d'être réhabilité, «humanisé». Le rôle capital qu'il a joué dans l'évolution économique, sociale et, bien sûr, politique du Québec entre 1920 et 1936, doit être mis en lumière.

Bien entendu, certains aspects de la période étaient déjà assez bien connus grâce aux travaux de chercheurs tels Antonin Dupont, Yves Roby et Susan Trofimenkoff. Mais il nous fallait une biographie de Taschereau lui-même. Disons-le tout de suite: celle de Vigod est assez bien réussie. Il a dépouillé la plupart des fonds d'archives pertinents (sauf peut-être le fonds Philippe-Hamel) et il a utilisé à profit la littérature secondaire et les publications de l'époque.

L'ouvrage détaille les hauts faits de la carrière politique de Taschereau. Celui-ci a siégé plus de 35 ans à l'Assemblée législative, d'abord comme simple député (1900-1907), ensuite comme ministre des Travaux publics (lisez «patronage») et du Travail (1907-1919) puis comme Procureur général (1919-1920), finalement en tant que premier ministre de 1920 jusqu'à sa démission en juin 1936. Au début des années 1920, il mit de l'avant une législation sociale importante, comprenant la Loi de l'assistance publique, la Loi d'adoption ainsi que diverses lois ayant trait à la santé publique; toutefois, en prenant ces initiatives, il eut fréquemment maille à partir avec l'Église catholique, méfiante des intentions gouvernementales et jalouse de ses prérogatives. Il mit sur pied aussi la Commission des liqueurs pour réglementer le commerce des alcools. D'aucuns craignaient que cette mesure ne fit monter les prix. Ah! Si on avait écouté ces Cassandre!

Taschereau — c'est bien connu et souvent déploré! — incita les capitalistes étrangers à venir développer les ressources naturelles du Québec. Il s'opposait cependant à l'exportation de l'électricité (les gouvernements ont changé leur fusil d'épaule depuis!) afin de garder les emplois au Québec: pour profiter des coûts avantageux, les manufacturiers devaient s'implanter ici. Il intervint fréquemment aussi auprès des papeteries dans l'espoir de maintenir les prix à un niveau élevé; ses tentatives s'avérèrent le plus souvent vaines en raison de la Crise économique.

Les années 1930 apportèrent tout un cortège de problèmes qui finirent par emporter Taschereau. Lorsque le trust de l'électricité devint la cible de choix des nationalistes, il était inévitable que Taschereau, sa famille et ses amis soient attrapés dans le filet car ils y étaient partout — actionnaires, administrateurs, avocats. La Crise créa aussi des besoins sociaux aigus, mais les conceptions conservatrices du premier ministre l'empêchèrent d'envisager des remèdes autres que des palliatifs.

Que peut-on dire de ce portrait? On ne peut vraiment prétendre que Vigod a réussi à «humaniser» Taschereau puisqu'il a rédigé une biographie politique. Certes, on comprend l'importance de la famille et du rang social pour Taschereau mais l'homme lui-même demeure inaccessible. On sait peu aussi sur ses motivations: l'auteur insiste beaucoup sur le sens du devoir du chef libéral, sur son désir de servir. Soit. Mais pourquoi a-t-il cherché à cumuler tant de postes d'administrateurs de compagnies alors qu'il dirigeait les destinées de la province? Taschereau répondait que sa présence à ces conseils d'administration d'institutions bancaires et de compagnies d'assurance, qui investissaient dans d'autres compagnies faisant affaire avec la province, était salubre pour le

Québec et, notamment, pour les Canadiens français, encore à peu près absents de ce milieu. On imagine que sa présence était bonne aussi pour Taschereau comme pour les compagnies, qui pouvaient se targuer d'avoir chez elles, comme Canadien français de service, un homme de grand prestige; on conclut aisément que les conflits d'intérêt ont dû pulluler.

L'auteur voulait réhabiliter Taschereau, le rappeler au souvenir d'une histoire ingrate. A-t-il réussi? La réponse doit être partagée. Assurément, Vigod aime son sujet et lui voue une grande admiration; il est d'ailleurs rare qu'un biographe accepte de consacrer des milliers d'heures de recherches souvent pénibles à un sujet qu'il déteste! A l'inverse, cet historien éprouve peu de sympathie pour ceux qui s'opposaient à Taschereau: Bourassa et les autres nationalistes partageaient une conception rétrograde de la société ou n'avaient pas de vision cohérente du monde qu'ils voulaient bâtir; l'Église ne cessait de ruer dans les brancards, par la voix de son organe à Québec, *l'Action catholique*, lorsque le gouvernement libéral prenait des initiatives progressistes; Duplessis, à qui on a souvent comparé Taschereau, voyait le pouvoir comme «une fin en elle-même», alors que pour Taschereau il était un «moyen à une fin plus élevée, le service public». Même King écoeuré: le premier ministre fédéral n'a jamais accepté de nommer Taschereau au sénat; dans l'hypothèse où sa mesquinerie s'expliquerait par le scandale des comptes publics, King ne serait qu'un «hypocrite colossal» car son gouvernement avait été sérieusement éclaboussé par le scandale de la Beauharnois et il avait alors promu le principal accusé au Sénat!

Vigod a probablement raison d'affirmer que Taschereau était plus qu'un «Duplessis avec de belles manières». Certes, les deux leaders avaient leurs ressemblances apparentes: même enthousiasme face aux capitaux étrangers et au progrès matériel, même dédain pour les réformes sociales, même favoritisme, même corruption électorale. Mais il n'en demeure pas moins que ces deux personnages ont gouverné à des époques différentes, que le monde de Duplessis des années 1940 et 1950 n'était plus celui de Taschereau des années 1920-1935. Ce qui pouvait passer, par exemple, pour une conception «orthodoxe» du rôle de l'État en matière sociale et économique avant la grande Crise l'était certainement beaucoup moins après cette décennie pénible et après la deuxième guerre mondiale.

Par contre, l'historien passe plus rapidement — les documents sont sans doute peu loquaces sur ces points — sur des questions où son héros risquerait de paraître moins favorablement. Nous savons peu sur l'organisation libérale et sur le fonctionnement de la Caisse électorale. Vigod affirme simplement qu'Ottawa avait probablement la mainmise sur l'organisation. Sans en nier l'existence, l'auteur traite peu de la corruption électorale, se contentant d'affirmer que la notoire loi Dillon, sur les contestations électorales, n'était même pas nécessaire. Peut-être juge-t-il ces questions d'intérêt secondaire?

Pourtant, le plus souvent, l'auteur manifeste un esprit critique face à son sujet. Point d'affirmations gratuites et souvent énormes du genre de celles qui foisonnent dans les principales biographies sur Duplessis. Non, Vigod s'est bien tiré d'affaires et nous lui savons gré d'apporter une contribution fort importante à l'historiographie québécoise de la période.